Jour J-115

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

Basculement du Budget des moyens au Budget-Programme

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

10/09/2019

RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES — P 11

Les actions majeures depuis 2011

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL/ ADJOUMANI :

"Nous allons nous mettre au service des paysans"

P 10

RECASEMENT DES POPULATIONS DANS L'EMPRISE DU 4E PONT — P 6

Le site d'accueil pas encore prêt

Les habitations déjà vidées
Voici où se trouvent les ex-occupants
Ce qui se passe à Boribana

RENTRÉE SCOLAIRE 2019-2020 — P 9

Kandia Camara promet de belles surprises aux syndicats

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES — P10

Adama Coulibaly s'engage à perpétuer l'excellence

VISITE OFFICIELLE EN ARABIE SAOUDITE

Les entretiens du Chef de l'Etat à Djeddah

Dans le cadre de la visite officielle de 72 heures qu'il effectue à Djeddah depuis le samedi 07 septembre 2019, le président de la République, S.e.m. Alassane Ouattara, s'est entretenu, ce lundi 09 septembre 2019, successivement, avec M. Ibrahim Abdulaziz Al Assaf, ministre saoudien des Affaires étrangères, et M. Ahmed Bin Ageel Al Katib, président du Fonds saoudien de développement.

Les échanges avec le ministre saoudien des Affaires étrangères ont porté sur les relations diplomatiques et les investissements entre la Côte d'Ivoire et le Royaume d'Arabie Saoudite. M. Ibrahim Abdulaziz Al Assaf s'est dit honoré d'avoir été reçu par le Chef de l'Etat et a indiqué que cette visite du Président Alassane Ouattara va raffermir davantage les excellentes relations qui existent déjà entre les deux pays.

Quant à l'entretien avec M. Ahmed Bin Ageel Al Katib, il a porté sur la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Fonds Saoudien de Développement. Le Président du Fonds Saoudien de Développement a indiqué que plusieurs projets financés par son Organisation sont déjà en cours de réalisation et concernent les secteurs de l'eau, des infrastructures et de l'éducation.

Il a ajouté que les échanges avec le Chef de l'Etat ont également porté sur des projets en cours d'implémentation, notamment le Centre Hospitalier Universitaire d'Abobo (Chu d'Abobo) et un programme de développement rural. Ces deux projets, a-t-il assuré, seront finalisés au cours des prochains mois.

La visite officielle du président Ouattara en Arabie Saoudite a pris fin hier (Ph. Dr.)

Le Président du Fonds Saoudien de Développement a également souligné que plusieurs nouveaux projets sont en cours de discussion. Il s'agit, notamment, de la construction de logements sociaux, de centres de formation professionnels et de lycées d'excellence. Dans ce cadre, il a annoncé la venue prochaine en Côte d'Ivoire d'une mission technique afin d'échanger avec les Autorités ivoiriennes pour permettre l'avancée rapide de ces projets.

Pour terminer, M. Ahmed Bin Ageel Al Katib a indiqué avoir évoqué avec le Chef de l'Etat la qualité du développement économique de la Côte d'Ivoire, notamment les forts taux de croissance réalisés par notre pays ces dernières années et les perspectives d'avenir.

Notons que le Ministre d'Etat, Ministre de la Défense, M. Hamed Bakayoko, le Ministre des Affaires étrangères, M. Marcel Amon-Tanoh, le Ministre de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, M. Ally Coulibaly, la Ministre du Plan et du Développement, Mme Kaba Nialé ainsi que le Ministre du Pétrole, de l'énergie et des énergies renouvelables, M. Abdourahmane Cissé, ont pris part à ces entretiens.

Source : Direction de la Communication de la Présidence de la République

Vit'lu

La mairie de Yopougon interdit les "véhicules banalisés"

Après l'opération de démantèlement des "gnambros" (jeunes gens errant dans les gares routières et qui soumettent les chauffeurs au racket), un arrêté municipal a été pris, lundi 9 septembre 2019. Cet arrêté met fin à l'activité des véhicules "banalisés" sur le territoire communal de Yopougon.

Un journaliste perd tout dans l'incendie de sa maison

Jean Paul Loukou, correspondant du quotidien Le Nouveau Réveil, est inconsolable. Et pour cause : un incendie qui s'est déclaré dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 septembre 2019, a ravagé son domicile sis au quartier N'Zuessy de Yamoussoukro. Le journaliste a tout perdu : diplômes, appareils électroménagers, ordinateurs, effets vestimentaires et d'autres biens. Outre la famille de Jean Paul Loukou, deux autres familles ont fait les frais de cet incendie.

Hommage à Eloi Sessou

L'Association des créateurs de mode de Côte d'Ivoire (Acm-ci) dirigée par Nadia Druide a organisé, le samedi 7 septembre à Abidjan-Marcory, une soirée d'hommage au styliste Eloi Sessou, décédé le 22 août 2019, au Centre hospitalier universitaire (Chu) de Cocody. La présidente de l'Acm-ci n'a pas tari d'éloges à l'endroit du défunt, un couturier «*talentueux*». C'est ce samedi 15 septembre 2019 au cimetière de Grand-Bassam que sera porté en terre le styliste.

Le Dg de Mtn Côte d'Ivoire a démissionné

Le directeur général de Mtn-Côte d'Ivoire Freddy Tchala a annoncé, lundi 9 septembre, sa démission, rapporte l'Agence ivoirienne de presse (Aip) citant un communiqué. Selon la note, M. Tchala quittera son poste le 30 septembre après quatre années passées à la tête de la société. Cette décision est motivée par des raisons personnelles. Le président du groupe Mtn, Rob schuter, lui a exprimé toute sa gratitude pour son engagement au service de la société pendant de nombreuses années ainsi que pour sa contribution inestimable, relève encore l'Aip.

Atelier de dissémination du projet Echo

La fondation Elisabeth Glaser pour la lutte contre le sida pédiatrique organise un atelier de dissémination du rapport de l'évaluation de la phase pilote du projet Echo en Côte d'Ivoire. L'atelier se tiendra, ce jeudi 12 septembre, à Abidjan-Cocody. L'objectif est de présenter les résultats de l'initiative de formation à distance qui s'inscrit dans la logique des alternatives efficientes de renforcement des capacités des ressources humaines pour la santé.

POLITIQUE NATIONALE

Dogo Myss Belmonde au gouvernement:

Un aboutissement logique

Lorsqu'à l'aurore du dimanche 17 juillet 2016, Dogo Logboh Myss Belmonde, candidate aux législatives dans la circonscription de Guibéroua-Galébré-Dignago pour le compte de l'Union pour la Côte d'Ivoire (Upci), recevait l'onction de «*candidate de la chefferie*», par le chef central de Galébré (43 km de Gagnoa), Zadi Bernard, ce dernier ignorait certainement, que la fille du très respecté feu commandant de brigade, arriverait à ce sommet. «*Vous avez nos bénédictions*», avait déclaré ce jour-là, le chef Zadi Bernard, en présence des chefs des quatre villages de la circonscription, à savoir Dagouahio, Djébassahio, Gbétiahio et Djonahio. «*Tel père, telle fille et nous sommes persuadés que vous saurez suivre les traces des actions de développement de votre père pour Galébré*», avait poursuivi le chef central, au nom des chefs de village, chefs de terre et chefs de quartier, assurant qu'aucun obstacle ne pourra empêcher Dogo Belmonde d'entrer au Parlement. Non seulement, elle est élue députée, face à une dizaine de candidats, dont un dinosaure de la politique, le député sortant Logbo André, alors tout puissant délégué départemental Pdci, mais en plus, elle est promue 11e vice-présidente du premier bureau de l'Assemblée nationale, sous Guillaume Soro. Au passage, la députée de Guibéroua fut l'une des toutes premières élues à annoncer son adhésion au Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp). L'élue a annoncé, le 8 mai 2018, sa démission de son poste de vice-présidente de l'Upci, au lendemain du refus de ce parti, d'adhérer au parti unifié Rhdp. Il ne se passait de mois, sans que cette dame au langage franc, n'organise de cérémonie au bénéfice des femmes de toutes les communautés sans exclusive, de la circonscription de Guibéroua-Galébré ou Dignago. «*Pour moi, le grand Guibéroua, ce sont les Bété et leurs sœurs Baoulé, Malinké et autres*», ne cessait-t-elle de répéter. La visite du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, les 30 juin et 1er juillet 2018 dans le département de Gagnoa, va accroître son aura auprès des cadres et de la chefferie de la région, puisqu'elle assurera le rôle de présidente du comité d'organisation. Cerise sur le gâteau : Myss Belmonde est choisie comme directrice régionale de campagne par le doyen des cadres de la région, Joachim Djédjé Bagnoa, candidat à sa réélection au poste de président du conseil régional du Gôh. Au dernier réaménagement du bureau de l'Assemblée nationale, après la démission de Guillaume Soro, Dogo Belmonde est propulsée 4e vice-présidente, par le nouvel occupant du «*tabouret*», Amadou Soumahoro. «*C'est un soulagement de savoir que nous avons la bénédiction et le soutien palpable et public des quatre chefs de Galébré*», avait réagi la candidate Dogo Belmonde, en juillet 2016, comme pour confirmer la prédiction de ses parents. Trois ans plus tard, la députée qui affirmait en 2018, que la sortie de prison du président Laurent Gbagbo et de son ex-ministre Charles Blé Goudé n'influencerait en rien la position du Rhdp et son positionnement à elle, dans sa région, vient de faire son entrée au gouvernement Gon III. Un poste taillé sur mesure, diraient certains, pour cette élue, très proche des masses populaires féminines. Le président Alassane Ouattara a en effet fait d'elle, la secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, chargée de l'Autonomisation de la femme de l'Etat de Côte d'Ivoire.

La vice-présidente de l'Assemblée nationale, originaire du Gôh, a fait son entrée au gouvernement. (Ph. A.S.T.)

Abraham Sahié TOURÉ
Correspondant régional

LANCEMENT DE LA RENTRÉE SCOLAIRE 2019-2020

Kandia Camara aux acteurs du système éducatif:

«Pas de grève et palabre cette année»

Ses recommandations pour une année scolaire réussie

L'année scolaire 2019-2020 a été entamée hier lundi 9 septembre 2019 sur l'entendue du territoire national. Cette année, la ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Kandia Camara a choisi la commune de Koumassi pour faire le lancement officiel. A toutes les étapes, élèves du primaire au secondaire, enseignants et chefs d'établissement de l'Education nationale, des écoles professionnelles et techniques et confessionnelles et ceux de l'enseignement privé étaient mobilisés. La ministre Kandia Camara a profité pour exhorter les acteurs du système éducatif à s'impliquer pour le succès de l'année scolaire, dans un environnement stable et apaisé. «*Nous ne voulons pas de grèves et de palabres cette année*», a déclaré la ministre. Aux élèves, elle a invité au travail «*Vous allez présenter l'examen du Bepc et le Bac en fin d'année.*

La ministre Kandia Camara (2è position à partir de la droite), le secrétaire d'Etat Brice Kouassi et le premier adjoint au maire de Koumassi Narcisse Ballet lors du lancement de cette rentrée scolaire. (Ph. DR)

Soyez assidus aux cours. Ecoutez les conseils de vos encadreurs et vos parents. Ce que nous souhaitons, c'est votre réussite», dira la patronne de l'Education nationale aux élèves. Les syndicalistes n'ont pas été en reste. Elle a eu un message pour eux. «*Nous avons fait la paix. Nous avons bien terminé l'année scolaire. Nous saluons les syndicalistes et nous disons que l'année réussie c'est maintenant*», a-t-elle affirmé. Mme Kandia Camara a rappelé que le succès d'une année scolaire est lié à plusieurs critères. A savoir la prise de dispositions dès le premier jour de classe, le respect du quantum horaire ainsi que le calendrier scolaire établi comprenant les dates des évaluations et des examens scolaires. La ministre a souligné que son ministère est un département stratégique qui forme à l'éducation, à l'emploi et au capital humain. C'est en cela, a poursuivi la collaboratrice du président Alassane Ouattara, que son département a été renforcé avec la nomination de M. Brice Kouassi, en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la formation, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. En outre, elle a dit compter sur l'implication de tous les acteurs du secteur Education-formation pour relever les défis. Elle a mis un point d'honneur à l'amélioration du cadre d'apprentissage, un facteur motivant tant chez les apprenants que les encadreurs pour l'atteinte des objectifs escomptés. Le ministre Cissé Ibrahim dit «*Bacongo*» a été cité en exemple et félicité pour son engagement à contribuer au développement de l'école ivoirienne et à la qualité de la formation. Ces actions, selon la ministre Kandia, portent sur la réhabilitation des écoles de la commune de Koumassi. Du lycée municipale, Nord-est, à l'Epp Lagune à la Sogeliha, en passant par l'école confessionnelle mitoyenne à la grande mosquée dénommée «*Institut Mahama Cissé Sabill Nadjah*» et à l'Epp municipalité au quartier Mondon, un gros travail a été fait par le premier magistrat de la commune. La patronne de l'Education en Côte d'Ivoire a souhaité que l'exemple du maire de Koumassi fasse tâche d'huile. «*Nous encourageons les élus et cadres du pays à faire comme lui, qui n'a pas attendu d'être maire pour faire ces gros œuvres. Il a réhabilité plusieurs écoles et ses actions s'étendent aux aires de jeu et aux habitations*», a-t-elle félicité. Mme Kandia a expliqué que «*la nature physique d'un établissement a un impact sur la formation. Une belle école motive les enseignants et les écoliers à bien travailler*». Il faut rappeler que la ministre a visité 6 écoles. Elle a estimé à environ 7 millions le nombre d'élèves attendus à cette année scolaire.

Marcelle AKA

RENTRÉE SCOLAIRE 2019-2020

L'Udensci rappelle ses préoccupations au gouvernement

La rentrée scolaire 2019-2020 s'est officiellement ouverte hier lundi 09 septembre 2019. Au moment où débute une nouvelle année scolaire, il est apparu judicieux à l'Union démocratique des enseignants de Côte d'Ivoire (Udensci), par la voix de son 2e secrétaire général adjoint, Bogué Nicodème d'interpeller le gouvernement sur des préoccupations en attente de solutions.

Pour l'Udensci, le gouvernement devra répondre favorablement à des préoccupations précises. Il s'agit de la revalorisation de l'indice référentiel de base maintenu à 233,457 depuis 1962 ; l'augmentation des indemnités de logement ; le relèvement des allocations familiales et des indemnités de transport ; la clarification de la situation administrative des inspecteurs A5, A6 et A7 ; la promotion des professeurs de collège grade A3 ayant 15 ans de service et plus au grade A4 ; le recrutement de plusieurs inspecteurs pédagogiques pour un meilleur encadrement des professeurs et la baisse drastique des frais annexes dans les établissements et leur gestion efficiente. Le responsable syndical a souligné que toutes ces préoccupations seront mentionnées dans les revendications de la plateforme secteur éducation/formation.

Le 2e secrétaire général adjoint de l'Udensci, Bogué Nicodème demande au gouvernement de ne pas fuir ses responsabilités (Ph. DR)

Bogué Nicodème a rappelé que l'année scolaire écoulée a été difficile pour tous. «*Nous avons assisté à de nombreux arrêts de travail pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des fonctionnaires du secteur éducation-formation. Malgré le mépris du gouvernement qui a opéré des ponctions salariales disproportionnées et la mise sous contrôle des comptes d'épargne, nous avons achevé les programmes et participé aux examens de fin d'année*», a-t-il fait savoir. Aussi, a-t-il remercié et félicité les enseignants du secondaire général de Côte d'Ivoire et particulièrement les militants et sympathisants de l'Udensci pour cet esprit de sacrifice.

Il a demandé au gouvernement de ne pas déroger à sa mission qui est de régler les problèmes des travailleurs.

Franck SOUHONE

MUTUELLE DES ODJOUKROU DE KOUMASSI

Esmel Essis appelle ses frères et sœurs à la cohésion sociale

Le président de la Mutuelle des Odjoukrou de Koumassi (Mok), Sagbo Guillaume et les membres de son bureau ont été investis, samedi 07 septembre 2019, au cours d'une cérémonie au foyer des jeunes de la commune. Le parrain de l'événement, Esmel Essis Emmanuel, ministre auprès du Premier ministre chargé de la Promotion de l'investissement privé a appelé, à l'occasion, ses frères et sœurs Odjoukrou résidant à Koumassi, à l'union, l'entente, la solidarité et la cohésion sociale. «*Soyez des exemples de cohésion sociale et de fraternité*», a-t-il conseillé. Le ministre Esmel Essis a fait savoir que la gestion d'une mutuelle est une tâche à la fois exaltante et ardue. Aussi, a-t-il invité le président Sagbo Guillaume et son bureau à faire preuve de sagesse. Le parrain a saisi l'occasion pour saluer les actions du maire Cissé Ibrahima dit Bacongo pour donner un meilleur visage à la commune de Koumassi. «*Les actions du maire Cissé Bacongo doivent vous inspirer*», a-t-il recommandé. Le ministre Esmel Essis a par ailleurs lancé deux messages. Dans le premier, il a engagé les odjoukrou de la Côte d'Ivoire à suivre l'exemple de leurs frères et sœurs de Koumassi, de sorte à aller à une fédération des mutuelles des communautés Odjoukrou. Le second message était plus un appel à la cohésion sociale et à l'entente. «*Evitons les divisions entre les villages. Peuple odjoukrou, ressaisissons-nous. J'appelle au respect de nos traditions pour la paix. Unis, nous serons forts*», a déclaré Esmel Essis Emmanuel. Notons que le maire de Koumassi était représenté à cette cérémonie d'investiture du bureau de la Mok par le député, Siangaré Yacouba.

Franck SOUHONE

Le ministre Esmel Essis Emmanuel, à la droite du président de la Mok, Sagbo Guillaume (en tenue traditionnelle), a prôné l'entente entre les Odjoukrou de Koumassi (Ph. DR)

Les inscriptions débutent le 16 septembre prochain

Des financements de 100 mille à 200 millions fcfa attendent les projets

Voici ceux qui peuvent soumissionner

Les inscriptions pour bénéficier de financements dans le cadre de la 1ère phase de la 2ème édition du projet "*Agir pour les jeunes*" débutent le lundi 16 septembre 2019. Mamadou Touré, ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes l'a annoncé le dimanche 8 septembre 2019, sur les antennes de la Radiodiffusion télévision ivoirienne (Rti) dans le "*Magazine du dimanche*". Il a fait savoir également que la date butoir est fixée au 23 septembre 2019. «*Pour bénéficier de l'opération, les personnes dont l'âge varie entre 18 et 40 ans doivent se faire enrôler physiquement dans les agences régionales de l'Agence emplois jeunes, les guichets emplois, les agences Coopec*», a informé le ministre.

Il a poursuivi indiquant qu'à l'issue de l'inscription, un comité local composé des représentants de son ministère, de la mairie, de l'Agence emploi jeune, etc., se réunira dans chaque localité pour la sélection des meilleurs projets. En outre, Mamadou Touré n'a pas manqué de préciser que les fonds sont déjà disponibles de sorte à démarrer le financement des projets qui seront retenus "avant fin 2019. Aussi, par mesure de transparence, «*les projets retenus seront rendus publics sur tous les canaux appropriés avec la liste des jeunes présélectionnés*», a-t-il promis.

Touré Mamadou a invité les jeunes à s'inscrire auprès des Agences emplois jeunes pour bénéficier des opportunités de financements de leurs projets. (Ph. DR)

Pour cette phase de financement de projets dont les inscriptions débutent le 16 septembre prochain, les montants vont de 100 mille fcfa à 1 million de fcfa.

Après cela, les jeunes dont les projets nécessitent des besoins de financement allant de 1 million de fcfa à 5 millions de fcfa seront sollicités à leur tour. Suivront ceux dont les besoins vont au-delà de 5 millions de fcfa avec un plafond de 200 millions de fcfa. «*Tous ces jeunes qui sont à un niveau supérieur de besoin de financement peuvent à travers la Bni [Banque nationale d'investissement, Ndlr] bénéficier de financements*», a détaillé Mamadou Touré.

Au regard des opportunités de financements de projets qu'il a exposées, le ministre en charge de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes a lancé un appel aux potentiels bénéficiaires de ces fonds, «*à prendre d'assaut les sites pour s'inscrire en vue de bénéficier des programmes d'autonomisation. Je vous exhorte à saisir l'ensemble des opportunités mises à votre disposition*».

L.BEUGRE (stg)

PUBLI-REPORTAGE / RENTRÉE SCOLAIRE

PUBLI-REPORTAGE / RENTRÉE SCOLAIRE

La caravane jeunesse responsable de SOLIBRA fait escale à Abobo

Après Koumassi, c'est Abobo qui a accueilli la campagne « Jeunesse responsable » de Solibra, le vendredi 06 septembre, au quartier Sogefiha des 4 étages. Organisé en collaboration avec la plateforme des femmes actives d'Abobo, ce sont plus de 400 enfants et 100 mamans d'Abobo qui se sont retrouvés sur l'espace aménagé et autour des activités pour partager les valeurs sures qui permettront aux enfants de passer une excellente année scolaire.

Ces valeurs que Solibra chérit et veut transmettre aux enfants sont le travail, l'excellence et la discipline. C'est aussi le moyen pour le brasseur de sensibiliser les jeunes à la non-consommation d'alcool. C'est pourquoi, Solibra a choisi sa marque de boisson gazeuse Youki pour porter ce message.

Les enfants ont pu s'adonner aux activités de création et d'expression orale telles que la peinture, la poésie, l'anagramme.

Solibra a comblé plusieurs dizaines d'élèves dans la commune d'Abobo. (Ph. DR)

L'honorable Tehfour Koné, député d'Abobo, présent, a saisi cette opportunité pour sensibiliser les parents à suivre de façon rigoureuse l'éducation de leurs enfants.

À Abobo, ce sont 50 kits scolaires qui ont été distribués aux élèves du Cp2 à la Terminale.

Rappelons que la caravane «*Jeunesse Responsable*» de Solibra a démarré le 03 septembre à Koumassi. Elle visitera la commune de Yopougon avant de se rendre à Bouaflé où Solibra a une usine implantée.

Source: Division Communication Solibra

« Formez vous à Abidjan et recevez une Double Diplômation : un Diplôme Français et un Diplôme Ivoirien »

GROUPE CSI POLE POLYTECHNIQUE

1999 - 2019

Agréé par l'Etat et le FDFP

PROPOSE POUR LA RENTREE 2019/2020

Des formations : initiale et continue

BTS - Licence - Master Professionnel - Mastère Spécialisé

BAC+ 3 à BAC + 6

- Management de la Qualité Sécurité Environnement
- Management par la Qualité des Entreprises Industrielles et du Tertiaire
- Management des activités Minières, Pétrolières et Energétiques
- Management de Projets
- Management de la Production et des Opérations
- Management de la Fiscalité et droit des affaires
- Management en Stratégie Commerciale, Mercatique et Publicitaire
- Management des Ressources Humaines
- Management de la Logistique du transport et achats
- Ingénierie d'Affaire et Commerce International
- Science de Gestion Comptable et Financière
- Expertise Financière, Banque et Assurance
- Audit et Contrôle de Gestion
- Système Informatique

BAC+2

- Finances Comptabilité et Gestion des Entreprises
- Gestion Commerciale
- Logistique
- Ressources Humaines et Communication
- Mines-Géologie-Pétrole
- Informatique et Développeur d'Applications
- Informatique Réseaux et Télécommunication
- Industrie Agro - Alimentaires et Chimiques option Contrôle

NB: *Présentation de l'examen national du BTS en L2*

Année Préparatoire pour les Non-Bacheliers

Certificats de spécialisation professionnelle

- Certificats de Spécialisation et de développement professionnelle de 2ème et 3ème cycle en 6 mois
- Anglais Général et de Spécialité
- Préparation aux (TOEFL, TOEIC)

Le conseil en orientation des carrières, en placement et en recherche d'emploi est assuré par le Cabinet << Efficience >>

« Possibilité de bourses d'études»

Cours du jour / Cours du soir / Cours à distance

Date de fin des inscriptions: 30 Septembre 2019

Renseignements et Inscriptions

Boulevard. Mitterand, Carrefour Rivièra III, Rue Bonoumin

26 BP 1341 ABIDJAN 26 – E-mail:gcsi@aviso.ci -www.groupecsi-pp.com

TEL :(225) 22 49 49 39/ 40 CEL: (225) 05 753 945 / 01 901 582 FAX: 22 49 49 38

OUEST: CONFLIT FONCIER

La tension monte entre le Guémon et le Tonkpi

Les élus et cadres du Guémon crient leur colère et leur indignation

Un conflit foncier oppose les régions du Guémon et du Tonkpi, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire depuis plusieurs années. Il est lié à la délimitation de la frontière terrestre entre le département de Bangolo dans le Guémon et la sous-préfecture de Logoualé dans la région du Tonkpi. La pomme de discorde est le mont Segahi, une montagne qui renferme une importante quantité de minerais. A qui a appartient le mont Segahi ? Pour les Wê, ce patrimoine leur appartient depuis des lustres. De par la signification Segahi qui veut dire "*Sé est tombé*". Sé étant le nom d'un guerrier wê au temps colonial. La population de Bangolo affirme que la limite naturelle depuis la colonisation est la rivière Ko qui sépare les deux peuples. Ce que réfute celle du Tonkpi. N'arrivant pas à trouver une issue consensuelle de sortie de crise, l'Etat ivoirien a commis un opérateur indépendant, la société Ceif, pour procéder à la délimitation des territoires entre les deux circonscriptions. Les conclusions de ce processus qui a duré plus de deux ans ont été rendues publiques le vendredi 06 septembre 2019, lors d'une rencontre au cabinet du préfet de Bangolo. Selon les conclusions de cette rencontre, les limites de la sous-préfecture de Logoualé sont étendues désormais sur une distance de cinq kilomètres en provenance de Man. Une décision qui est diversement appréciée dans les deux régions. Car elle donne la propriété du mont Segahi, objet de la mésentente à Logoualé.

Du côté du Tonkpi c'est la joie, et la plus heureuse est le maire de la commune de Logoualé qui n'a pas boudé son plaisir. «*Grand merci à Son excellence Alassane Ouattara au nom de la population. L'Etat de Côte d'Ivoire vient de prendre la décision de mettre fin au litige foncier qui oppose Bangolo et Logoualé depuis plus d'une décennie. Il s'agit de la limite entre Bangolo et Logoualé. Ce vendredi 6 septembre, le chef de l'Etat a donné l'ordre aux différents services appropriés de venir faire le bornage en présence du préfet de région du Tonkpi et de celui du Guemon*», a déclaré Jeanne Badouel, maire de Logoualé sur sa page officielle.

Le mont Ségahi est au cœur du litige (Ph. E.G.)

Même son de cloche chez la jeunesse de cette localité. «*Nous sommes heureux car nous avons récupéré ce qui nous appartient*», a laissé entendre Jean Marc Doua, jeune ressortissant de Logoualé.

Du côté du Guémon et principalement de Bangolo, c'est la colère et l'indignation. Mieux les élus et cadres de la région du Guémon que nous avons interrogé se disent surpris de la décision du corps préfectoral qui été prise sans la présence d'un seul d'entre eux. «*Je suis surpris par cette décision*», a confié Thierry Tallily Herman député de Bangolo. «*C'est une faute devant l'histoire*», a martelé Simon Doho, député de Bangolo sous-préfecture qui ajouté que cette «*décision est essentiellement politique, avec pour objet d'exproprier Bangolo de sa richesse*». De son côté, le sénateur Evariste Sah a lancé des appels à la mobilisation de tous les fils du Guémon pour faire barrage à ce qu'il considère comme "*une injustice*". Le chef de canton du Zibiao, Goué Patrice a embouché la même trompette. «*Si le mont Segahi devient la propriété de Logoualé alors les villages wê qui l'avoisinent devront être aussi cédés à nos voisins. Pourquoi c'est seulement la montagne seule qui les intéresse ?*», s'est interrogé Goué Patrice qui dit avoir été ignoré lors des échanges sur ce problème de délimitation des territoires entre Logoualé et Bangolo. Le chef suprême des Wê, Blanchard Doh a également donné sa position sur cette affaire. «*Le fait d'avoir ses plantations au-delà de la limite ne veut pas dire qu'on est le propriétaire des lieux où se trouvent les plantations. C'est nous les Wê qui avons donné nos terres au-delà de la rivière Ko à nos neveux Dan de Logoualé pour les cultiver. Mais cela ne fait pas deux les propriétaires des lieux. Nous n'allons pas les exproprier, mais nous leur demandons juste de respecter la limite qui est la rivière Ko*», a fait savoir le chef Blanchard Doh.

Quant aux jeunes, ils prévoient une marche sur la préfecture de Bangolo pour se faire entendre. Ils veulent profiter de la visite prochaine dans la région, du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly pour crier leur indignation. Pour l'heure, le maire Roger Gah que nous avons rencontré à son cabinet appelle au calme et à la retenue.

Emmanuel GOUN
(correspondant)

TRAQUÉS ET CHASSÉS DE KOUMASSI

Les "gnambros" fuient Bacongo et se réfugient chez Aby Raoul

Ils sont décidés à ne pas quitter le milieu du transport. En tout cas, dans la partie sud du district d'Abidjan, ils continuent de faire la loi dans les gares routières créées de façon anarchique à des carrefours stratégiques. Eux, ce sont les "*gnambros*", ces jeunes désœuvrés qui s'adonnent au racket des chauffeurs des véhicules de transport en commun tels que les taxis intercommunaux appelés "*woro-woro*" et les minicars ou "*Kass*" et instaurent un climat de terreur au sein de ces gares routières.

Dans la commune de Koumassi, le maire Cissé Ibrahima Bacongo a engagé une traque sans merci contre ces jeunes délinquants qui régnaient en maîtres sur la gare des "*woro-woro*" située à la porte d'entrée de la commune, c'est-à-dire le grand carrefour. Avec le concours des forces de police et de gendarmerie, la traque a permis d'interpeller plusieurs dizaines de gnambros (dont certains ont été déférés devant la justice) et de saisir de la drogue et des armes blanches (couteaux et machettes). Depuis lors, l'espace de la gare désormais dégagé est placé sous la surveillance de la police et de la gendarmerie. La commune respire mieux. Toutes les personnes qui accèdent à Koumassi, par le grand carrefour le ressentent. Elles notent avec satisfaction le travail abattu par le maire Cissé Bacongo et sa détermination à assurer la quiétude et la sécurité à ses administrés.

C'est sous ces arbustes que les "gnambros" font patienter les passagers des woro-woro (Ph. F.S.)

Les "*gnambros*", tant bien que mal, tentent de reconquérir l'espace d'où ils ont été déguerpis. Mais c'est peine perdue parce qu'en plus des forces de l'ordre qui veillent au grain, de jour comme de nuit, la mairie a installé des rambardes le long de la désormais ancienne gare de woro-woro. Les "gnambros" qui refusent de s'avouer vaincus ont alors trouvé la parade. Ils se sont retrouvés de l'autre côté du boulevard, sur le territoire communal de Marcory, précisément à l'entrée de la Zone 4. C'est que depuis quelque temps, une gare anarchique, comme celle qui a été déguerpie du côté de Koumassi, est née. Les chauffeurs de woro-woro s'y sont déportés. Les "*gnambros*" aussi. Pour l'heure, aucun affrontement à la machette, comme c'est souvent le cas entre eux, n'a été signalé.

Par contre, il s'est installé dans les environs, un climat d'insécurité depuis leur présence en ces lieux. La zone est en effet mal éclairée. Une situation qui arrange bien de délinquants. Deux jeunes filles, en stage dans une entreprise située dans les environs racontent avoir échappé à une agression, il y a quelques jours de cela. Trois jeunes délinquants ont voulu s'en prendre à elles. Elles n'ont dû leur salut que grâce à leurs jambes qu'elles ont mis à contribution, pour leur échapper. Vivement que le maire de la commune de Marcory, Aby Raoul emboîte le pas à son collègue de Koumassi, pour lui aussi fermer cette gare anarchique et bouter les gnambros hors de sa commune.

Franck SOUHONE

Détenteur de 2601 matricules fictifs, il a touché près de 2 milliards de fcfa de salaire par mois pendant 10 ans

Au Cameroun, Emmanuel Leubou, le chef de la division de l'informatique au ministère camerounais des Finances, et cinq autres responsables de la chaîne de gestion du fichier solde de l'Etat, ont été mis aux arrêts en 2018, dans le cadre d'une vaste opération visant à traquer les auteurs et bénéficiaires d'émargements irréguliers. Il a été condamné à 104 ans de prison ferme pour détournement du budget de l'Etat du Cameroun pendant 10 ans. Le procureur spécial du Tcs parle d'un coup d'Etat économique. Emmanuel Leubou a été détenteur de 2601 matricules fictifs représentant environ 1 800 000 000 de fcfa par mois pendant 10 ans.

Source: cameroonweb.com

RECASEMENT DES POPULATIONS DANS L'EMPRISE DU 4E PONT

Le site d'accueil pas encore prêt

Les habitations déjà vidées
Voici où se trouvent les ex-occupants
Ce qui se passe à Boribana

Les travaux de construction du 4e pont d'Abidjan devant relier la commune de Yopougon à celle du Plateau se poursuivent à grands pas. C'est en tout cas le constat fait lors d'une visite dans le quartier populaire de Boribana (commune d'Attécoubé) situé dans l'emprise du projet, par notre équipe de reportage hier lundi 9 septembre 2019. Il est 11 heures 43 minutes quand nous arrivons dans ce quartier populaire. Loin de son ambiance grouillante habituelle, c'est un quartier particulièrement calme qui nous accueille. De près, on pouvait lire sur les visages des uns et des autres, le désarroi, le désespoir, l'amertume, l'angoisse. Interrogé, Hamed Tiendrébéro, habitant de Boribana d'origine burkinabé, se lâche et nous confie que le site devant accueillir les populations déguerpies n'est jusque-là pas viabilisé. «*Il nous ont dit au début qu'ils allaient construire des maisons pour nous. Qu'ils allaient nous loger temporairement et que les charges seraient supportées par l'Etat de Côte d'Ivoire et par la Bad (Banque africaine de développement, Ndlr). En attendant que le site d'accueil soit prêt, l'Etat nous a proposé de prendre des maisons temporaires de notre choix et qu'il allait payer le loyer pendant 4 mois au moins*», affirme notre source.

Plusieurs maisons se sont vidées de leurs occupants, mais d'autres restent encore occupées avec des risques d'agressions. (Ph. DR)

Plusieurs maisons se sont vidées de leurs occupants, mais d'autres restent encore occupées avec des risques d'agressions. (Ph. DR)

Hamed Tiendrébéro devait ajouter que le lieu qui a été choisi par le gouvernement pour le recasement des habitants du quartier est à Anyama, non loin du stade olympique en construction.

LE SITE PAS ENCORE VIABILISÉ. Dans son récit, Hamed Tiendrébéro a laissé entendre que les populations sont prêtes à déménager sur le site qui leur servira de nouveau quartier. C'est la raison pour laquelle elles y ont mené une mission de reconnaissance. Mais la surprise ne leur a pas fait plaisir. «*Après une réunion de quartier, on a décidé que 5 personnes et moi-même allions visiter le site et on s'est rendu compte que l'endroit n'est pas encore prêt. En plus, c'est dans un bas-fond qu'on veut nous envoyer*», a-t-il confié. Hamed Tiéndrébéro a fait savoir qu'en plus du problème que pose le site de recasement, il y a encore des riverains qui n'ont pas encore été indemnisés, lui-même y compris. «*Moi, la seule chose que je veux, c'est partir d'ici. Mais, comme je n'ai pas encore reçu mon argent, je ne peux pas. Je n'ai rien*», a-t-il expliqué.

A côté de ceux qui attendent encore d'être indemnisés, nombreux sont ceux qui ont déjà quitté les lieux parce qu'ayant reçu leur dédommagement. Mais, d'autres ont quitté le quartier quand bien même ils n'ont encore rien perçu. Ils restent cependant à l'écoute, attendant leur tour pour empocher ce qui leur revient de droit. Selon des informations que nous avons reçu sur place, si des habitants du quartier sont partis alors qu'ils n'ont pas encore perçu leur indemnisation, c'est parce qu'ils ne veulent pas se faire surprendre "un matin" par des bulldozers qui viendraient démolir leurs habitations. «*Il y a beaucoup de nos voisins qui ont reçu leur argent et sont allés vivre ailleurs. Le quartier est pratiquement vide. Boribana n'existe que de nom sinon à la réalité, tout le monde est en train de quitter le quartier*», a commenté notre interlocuteur ajoutant que «*tout ce que nous autres attendons, c'est l'indemnisation. Si l'État nous paie aujourd'hui, demain même je quitte le quartier et je retourne chez moi au pays (Burkina Faso: Ndlr)*».

INSÉCURITÉ GRANDISSANTE. A l'heure où le quartier se vide, un autre phénomène émerge, même si ce n'est pas un fait nouveau dans ce quartier précaire. Il s'agit de l'insécurité qui se fait grandissante. A en croire notre interlocuteur, le départ en masse des populations, avec des maisons désormais laissées à l'abandon, laisse place au développement de foyers de délinquants. Désormais, confie-t-il, les populations vivent la peur au ventre, craignant de se retrouver nez-à-nez avec des agresseurs. «*Actuellement, à Boribana, il ne se passe par une seule journée sans qu'il y ait des agressions de tout genre. Ce sont les femmes qui souffrent le plus dans cette affaire. Le quartier est devenu le nid de bandits. Ils font ce qu'ils veulent et à n'importe quel moment de la journée. C'est difficile, vraiment très difficile de vivre à Boribana maintenant*», s'est plaint Tiendrébéro Hamed.

Fanta Diallo, la quarantaine révolue, est une coiffeuse qui exerce et vit à Boribana. Elle non plus, n'est pas à l'abri de cette insécurité grandissante. Elle a donc décidé de prendre des dispositions pour éviter autant que possible, de faire les frais de ces individus sans foi ni loi. «*Avant, quand tout le monde était encore là, on pouvait tresser jusqu'à 20 heures. Souvent, je tressais chez moi à domicile quand arrivait l'heure de fermeture de mon magasin. Ça fait 10 ans que j'habite ce quartier et ce qui se passe là, on n'avait jamais vu ça. Maintenant, quand il est16 h ou 17 h, je suis obligée de fermer sinon les vrais propriétaires (les agresseurs : Ndlr) vont venir prendre mon petit argent que j'ai eu la journée. Et quand c'est la nuit, la situation devient plus grave, car on ne sait jamais ce qu'ils peuvent nous faire à nous les femmes*», a conté Fanta Diallo.

Le vieux Yacouba, malgré son âge avancé, n'est pas encore prêt de quitter le monde des vivants. Il fait donc attention à sa vie. Il tient un bistro en bordure de route. Mais quand arrive l'heure de rentrer chez lui, il se fait accompagner par ses fils et petits-enfants qui veillent sur lui. «*Ils assurent ma sécurité. Avec ce qui se passe, on n'est jamais assez prudent*», soutient-il.

DANS LES ENVIRONS DU CIAPOL EN ATTENDANT. Adama Traoré est un jeune homme de nationalité ivoirienne, père d'un petit garçon âgé de 7 ans. Il vit à Boribana depuis sa naissance. Nous l'avons rencontré à quelques 200 mètres après la grande mosquée de Boribana. Adama Traoré a dans un premier temps exprimé son mécontentement face à la lenteur avec laquelle les dossiers d'indemnisation des populations sont traités. «*Il y a des personnes qui ont reçu leur indemnisation et qui sont parties. Mais il en existe encore, comme moi, qui n'ont rien reçu pour le moment. Nous sommes obligés de rester ici encore parce que le gouvernement nous a donné une année avant de partir*», a-t-il révélé.

Une autre information de taille qu'il a livrée est que la plupart des personnes qui ont quitté le site sans un pécule de la part des organismes en charge de l'indemnisation des victimes du 4e pont, se sont installées à proximité des locaux du Centre ivoirien antipollution (Ciapol). «*Le terrain que l'État veut nous donner à Anyama n'est pas encore prêt. Donc leur présence sur le site non loin du Ciapol est provisoire*», a assuré M. Traoré.

Venance AKA (Stg)

ACCUSATION DE TRAVAIL FORCÉ DES ENFANTS DANS LA CACAOCULTURE

Dominique Ouattara annoncée aux États-Unis pour rétablir la vérité

Les accusations de travail forcé dans la cacaoculture en Côte d'Ivoire relève d'une incompréhension, selon la présidente du Cns. D'où la nécessité d'aller au contact des pourfendeurs pour leur expliquer la réalité des faits. (Ph. DR)

C'est à croire que l'étau se resserre autour de la Côte d'Ivoire dans l'affaire "travail forcé des enfants dans la cacaoculture". Au point où la Première dame de Côte d'Ivoire, Dominique Ouattara, se sent obligée de se rendre au pays de l'Oncle Sam pour défendre le contraire de ce que pensent certains leaders d'opinion américains. Dans sa publication N°3061 du 8 au 14 septembre 2019, l'hebdomadaire Jeune Afrique annonce le départ pour Washington - États-Unis d'Amérique - de la Première dame, par ailleurs présidente du Comité national de surveillance (Cns) des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants, à partir de la mi-septembre 2019.

Un seul point est inscrit à son agenda : «défendre les paysans de la filière cacao auprès de personnalités politiques et d'industriels du secteur».

En effet, la Côte d'Ivoire fait face à des accusations de travail d'enfants dans les plantations de cacao par des élus américains. Il s'agit des sénateurs démocrates Ron Wyden de l'Oregon et Sherrod Brown de l'Ohio qui ont écrit le 16 juillet 2019 au département de Sécurité intérieure américaine (Dhs) pour réclamer une loi interdisant l'entrée sur le territoire des Usa, du cacao ivoirien, qui selon eux, est issu du travail forcé des enfants. «Nous vous écrivons pour exprimer notre inquiétude persistante face au fait que des importations de cacao contenant du travail forcé, notamment du travail forcé des enfants, continuent d'entrer aux États-Unis», écrivaient-ils dans la correspondance.

En marge du 18e forum de l'Agoa en terre ivoirienne, la Première dame, Dominique Ouattara, a échangé (le lundi 5 août 2019) à son cabinet avec une délégation américaine conduite par les Congresmen, Mme Gwendolynnes Moore, député de l'Etat de Winsconsin et M. Dwight Evans, député de l'Etat de Pennsylvanie. A ces élus américains, la Première dame a dit, relativement à la menace d'embargo sur le cacao ivoirien, qu'une telle mesure était injuste dans la mesure où elle viendra mettre à mal tous les efforts consentis par le gouvernement ivoirien pour éliminer le travail des enfants, en plus de punir les paysans qui luttent pour leur survie.

Lors de cet échange, elle avait dévoilé son intention de se rendre aux Usa en vue de rencontrer les deux sénateurs auteurs de la proposition d'embargo sur le premier produit d'exportation du pays. Ce, pour leur expliquer les actions qui sont entreprises en Côte d'Ivoire dans le cadre de la lutte contre le travail des enfants. Ainsi la présidente du Cns déclarait : «J'ai l'impression que tous les efforts que nous faisons ne sont pas assez connus et reconnus (...) J'ai l'intention de faire un voyage aux États-Unis en septembre pour expliquer notre travail, comme je l'avais déjà fait avec le sénateur Tom Harkin et le député Eliot Engel».

La Première dame sera accompagnée, pour cette mission à Washington, du secrétaire général de la présidence, Patrick Achi, a appris J.A.

Elysée LATH

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Adama Coulibaly a pris fonction

Adama Koné à son successeur: «Votre promotion ne me surprend nullement»

Hier lundi 9 septembre a eu lieu à Abidjan-Plateau, la cérémonie de passation des charges entre Adama Koné, ministre sortant et Adama Coulibaly, nouveau ministre de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire.

A cette occasion, le ministre sortant a félicité son successeur, indiquant que «votre promotion ne me surprend nullement». Cela, parce qu'en tant que son directeur de cabinet lorsqu'il tenait encore ce ministère, Adama Coulibaly fut selon Adama Koné, *«le chef d'orchestre de nos chantiers»*.

Cette nomination apparaît donc aux yeux de celui qui est désormais ministre auprès du président de la République, chargé des Affaires économiques et financières, comme le couronnement du sérieux dont Adama Coulibaly a fait montre dans l'accomplissement du travail qui était le sien. Toujours, à propos de son ex-directeur de cabinet, le ministre sortant devait dire: *«vous avez donné le meilleur de vous-même en toute loyauté»*.

Avant de quitter définitivement ce département ministériel, Adama Koné a confié à son successeur les dossiers en attente ou en cours d'exécution, dont celui visant à ramener le déficit budgétaire à 3%.

Il lui a également reversé les dossiers concernant le projet de réalisation de *"Abidjan financial city"* dont l'objectif est de faire d'Abidjan une place financière de référence à l'instar de celle de Dubaï ou de Londres, le projet de création d'une banque agricole pour en faire un véritable outils de financement de l'agriculture ivoirienne, ainsi que celui portant sur la poursuite de la réforme des finances publiques pour les rendre plus performantes et à même de soutenir durablement le développement de la Côte d'Ivoire.

Mais bien avant, Adama Koné a dressé le bilan des reformes opérées qui ont permis à la Côte d'Ivoire de maintenir une croissance annuelle soutenue de 7,5% en moyenne depuis (janvier) 2016 qu'il occupait ce poste.

Pour sa part, Adama Coulibaly a rendu *"un hommage mérité"* à son désormais ex-patron non seulement pour la qualité des relations qui les ont toujours unis, mais aussi et surtout pour sa longue expérience au sein de l'administration économique et financière, dont il a pu bénéficier dans l'accomplissement de sa fonction de directeur de cabinet.

«Au cours de la période que vous avez passée à la tête de notre département, votre bilan, est-il besoin de l'indiquer, va bien au-delà de celui que vous venez de nous dresser. Vous avez engagé des chantiers importants que nous poursuivrons en équipe», s'est exprimé le nouveau ministre de l'Économie et des Finances.

Il a annoncé que dans les prochains jours, il tiendra une rencontre avec les responsables des directions générales du ministère et des services rattachés dans la perspective du relèvement des défis dont certains ont été mentionnés par le ministre sortant.

Elysée LATH

Adama Koné (à droite) a passé les charges à Adama Coulibaly (à gauche) (Ph. DR)

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Sangafowa Coulibaly appelle à la consolidation des acquis

Le ministre sortant de l'Agriculture et du Développement rural, Mamadou Sangafowa Coulibaly a passé, lundi 9 septembre 2019, la main au désormais nouveau ministre de ce département, Kobenan Kouassi Adjoumani.

Au cours de la cérémonie de passation de charges qui a eu lieu au 23ème étage de la Caisse de stabilisation à Abidjan-Plateau, il a appelé son successeur à accélérer la mise en œuvre des différents chantiers et consolider les acquis. Sangafowa Coulibaly a cité notamment, le suivi de la mise en œuvre du Programme national d'investissement agricole (Pnia 2) et plus spécifiquement la mise en œuvre du projet structurant des agropoles, de la Bourse des matières premières agricoles, du projet de mécanisation accélérée de l'agriculture et de l'accélération de la mise en œuvre de la politique foncière rurale, ainsi que le projet Soja et le projet de réforme structurant du système de formation professionnelle agricole comportant des fermes du futur pour l'avènement d'une nouvelle génération de producteurs. Le ministre sortant a promis accompagner le nouveau ministre dans l'accomplissement de ses tâches.

Le ministre Sangafowa, au milieu, a passé les charges au ministre Adjoumani (à droite) et au ministre Gaoussou Touré (à gauche). (Ph. DR)

Après le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani, c'était au tour du ministre de la Promotion de la Riziculture, Gaoussou Touré de recevoir ses charges des mains du ministre Sangafowa Coulibaly. Le ministre sortant a rappelé, à cette occasion, que la production de riz blanchi en Côte d'Ivoire est passée de 500 000 tonnes en 2011-2012 à 1 500 000 tonnes en 2014-2015, faisant remarquer que le pays a réussi à tripler sa production de riz. «*La production stagne parce que les financements manquent. J'espère que vous allez vous y prendre pour que le financement de la Stratégie nationale de la riziculture (Snr) dont la Côte d'Ivoire s'est dotée soit désormais une réalité*», a-t-il mentionné à l'attention du ministre Gaoussou Touré.

Le ministre Adjoumani a promis inscrire son action dans la vision du chef de l'État, le président Alassane Ouattara pour, a-t-il dit, «*l'épanouissement des acteurs du monde agricole*». Il a rassuré que l'administration étant une continuité, il poursuivra le travail en s'appuyant sur les compétences de tous.

Le ministre Gaoussou Touré a indiqué qu'au niveau du riz, les enjeux sont très importants. «*À l'horizon 2030, l'Asie qui nourrit l'Afrique aujourd'hui sera importateur de riz. L'Afrique disposant de 65 % de terres arabes, il nous appartient de cultiver le riz*», a-t-il mentionné.

Gaoussou Touré, faut-il le rappeler, a été le président du Conseil de surveillance pour le développement de la riziculture en Côte d'Ivoire.

I.B.

RENTRÉE SCOLAIRE 2019-2020

Kandia Camara promet de belles surprises aux syndicats

DAO MAÏMOUNA

Lundi 9 septembre 2019. Il est midi. Nous sommes au groupe scolaire Lagune dans la commune de Koumassi, plus précisément au quartier Sogefia. Celui qui a connu l'établissement durant l'année scolaire 2017-2018 et qui le redécouvre à la faveur de cette nouvelle rentrée, c'est le jour et la nuit. Tous les maquis, débits de boisson et autres magasins qui pullulaient aux alentours de l'école et qui le noyaient ont tous été déguerpis. Donnant ainsi une vue dégagée et superbe au groupe scolaire. Un côté esthétique renforcé par le ravalement des façades des bâtiments et la réfection de la clôture à l'aide de barres de fer. Mais, plus que l'aspect flamboyant de l'école, c'est l'annonce de l'arrivée de la ministre de l'Education nationale et de l'Enseignement technique, Kandia Camara, qui retient en grand nombre les élèves dans la cour de l'établissement pour ce premier jour de la rentrée scolaire 2019-2020 et surtout à midi passé. Ceux-ci ont formé deux rangs. Un pour les filles et l'autre pour les garçons pour accueillir la ministre. Un peu à l'écart du rang, une jeune fille du nom de N'Goran Affoué Virginie, assiste un peu triste à la scène. En classe de CM2, la jeune élève nous explique être venue pour une prise de contact en ce premier jour de la rentrée. « Mais, le maitre nous a demandé ne de pas aller à la maison car la ministre arrive dans l'école. Moi, je ne peux pas faire le rang d'accueil à cause de ma tenue », nous confie-t-elle. Elle porte un tee-shirt sur sa robe d'école « déchirée ». Cependant, lorsque le véhicule ministériel apparait, la jeune élève oublie l'interdiction et se mélange à la liesse populaire de l'accueil.

Les écoliers ont répondu présents pour ce premier jour de la rentrée. (Ph. Dr)

Le groupe scolaire Lagune est l'ultime étape de la visite de terrain entamée depuis le matin (ndlr hier) par la commissaire du gouvernement à l'effet de se rendre compte de la bonne reprise des cours. Tour à tour, Kandia Camara, accompagnée du tout nouveau secrétaire d'Etat en charge de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Brice Kouassi, et du préfet d'Abidjan, Vincent Toh Bi, visite le Centre de perfectionnement aux métiers de la mécanique et de l'électricité (Cpmme), l'institut Mahama Cissé Sabil-Nadjah, un établissement confessionnel islamique suivant le programme national, l'Epp municipalité 2 et Bad 5, le lycée municipal 1 et 2, l'école primaire privée la Source et enfin, le groupe scolaire Lagune. Dans ces établissements, Kandia Camara a pu se rendre compte de l'ouverture des salles de classe, signe que l'école a repris. Même si pour ce premier jour, ce n'était pas la grande affluence. « Nous avons constaté qu'effectivement l'école a repris partout où nous sommes passés. Les enseignants sont en place, les élèves sont là, l'administration est là », a-t-elle déclaré à la fin de sa visite, notant même la reprise des cours par certains enseignants. Notamment au lycée municipal. « Cela est important parce que les résultats de fin d'année se préparent depuis le premier jour de la rentrée. Les examens de fin d'année se préparent depuis le premier jour. Donc, il est important que les cours démarrent. Ne serait-ce que par les révisions parce que les enfants ont eu plusieurs mois de vacances », a-t-elle déclaré. Kandia Camara a insisté sur le respect du programme scolaire, du quantum horaire, des progressions, des dates d'évaluation, des examens et des vacances scolaires dans la réussite d'une année scolaire. Raison pour laquelle chaque année, elle fait « l'effort d'effectuer ces visites pour encourager les acteurs sur le terrain ». A cet effet, la ministre a salué la présence des responsables syndicaux lors de sa tournée. Certes, l'année scolaire passée été mouvementée, mais tout est rentré dans l'ordre. Et, les deux parties (Gouvernement et syndicats) ont se sont entendus pour organiser les examens de fin d'année. Cette lune de miel, à l'en croire se poursuit et de belles surprises attendent les syndicats à la grande réunion de rentrée qui se tiendra demain au lycée d'excellence Alassane Ouattara de Grand-Bassam. A cette rencontre sera également donné le thème de l'année scolaire.

En tout, ce sont, à en croire la ministre de l'Education nationale, près de 7 millions d'élèves dans l'enseignement général et technique qui ont repris hier le chemin de l'école sur l'ensemble du territoire national. **DM**

BOUAKE : Les élèves trainent encore les pieds

COULIBALY SOULEYMANE, CORRESPONDANT

Fini les vacances scolaires. Élèves et écoliers ont repris le chemin des classes, lundi dernier. Dans le Gbêkê, la reprise est timide pour la quasi totalité des établissements primaires et secondaires. Du lycée classique de Bouaké au lycée moderne de Botro en passant par le lycée moderne 2, le lycée moderne Nimbo et les groupes scolaires de Sokoura et de Broukro 1, les apprenants trainent encore les pieds. Au lycée 2, au lycée Nimbo et au lycée Botro, les élèves s'activent à procéder à l'inscription physique. Les enseignants, eux, sont présents en salle des professeurs pour certains et dans la cour de l'école pour d'autres." Il n'y' pas eu cours ici. Nous avons eu une réunion avec l'adjoint au chef d'établissement qui nous a remis les emplois du temps. Au niveau des 4 que je dirige, les inscriptions au CP1 continuent. Elèves et enseignants sont présents. Les élèves s'occupent de rendre salubres les différentes classes et l'environnement avant que nous ne puissions véritablement commencer les cours incessamment", a fait savoir Konaté Ibrahim.

élèves, il n' y a pas une grande affluence et les inscriptions sont timides", a fait remarquer Sylla Mabéa, un professeur. Cependant, le tableau n'est pas le même au lycée classique où les cours ont bel et bien repris, comme en témoigne le chef de l'établissement."Les élèves sont en classe mais pas en grand nombre. Les enseignants ont déjà leur emploi du temps et tous ceux qui doivent être en classe, y sont pour le début effectif des cours. Les élèves retardataires sont en attente de leur inscription", a fait savoir Mah Abou. Du côté du primaire, l'heure est à l'entretien de la cour et des classes. "A l'EPP Sokoura

Un hommage au maire Ibrahim Cissé Bacongo

Cette année, seuls les établissements de la commune de Koumassi ont été visités par Kandia Camara dans le cadre de la rentrée scolaire. Pour la patronne de l'école, cela n'est pas fortuit. Il s'agissait, a-t-elle affirmé, de rendre hommage au député maire de la commune, Ibrahim Cissé Bacongo, pour son engagement en faveur de l'école. En effet, tous les établissements publics tant du primaire que du secondaire général (Epp municipal 2 et Bad 5 ; lycée municipal 1 et 2, groupe scolaire Lagune) et même privé (institut Mahamat Cissé Sabil-Nadjah), visités par la ministre et sa délégation, ont été réhabilités par le maire Ibrahim Cissé Bacongo. Les abords de ces établissements ont été déguerpis et assainis et les bâtiments ont reçu une nouvelle couche de peinture qui les rend attrayants. L'Epp Bad 5, selon sa directrice Mme N'Guessan née Kouakou Sabine, est même victime de son toilettage. « Depuis la réhabilitation, nous refusons des élèves car nous frôlons un effectif de 100 élèves par classe », confie-t-elle dans l'enceinte de son établissement bien clean. Aussi, Kandia Camara a-t-elle salué cette vision du premier magistrat de Koumassi. « Je le dis tout net, nous sommes venus à Koumassi pour rendre hommage à un bâtisseur, le ministre Cissé Bacongo, qui nous aide à améliorer l'environnement des écoles. Avant même d'être maire de Koumassi, il avait réhabilité le lycée municipal 1 et 2. Il a réhabilité les bâtiments, les aires de jeu, la cantine et même le logement du gardien. Et, depuis qu'il est là, ce sont plusieurs établissements qui ont été réhabilités », a-t-elle salué, indiquant que cela donne envie aussi bien aux élèves qu'aux enseignants d'aller à l'école. Terminant, Kandia Camara a exhorté les élus locaux à copier l'exemple de Cissé Bacongo. **DM**

ABENGOUROU : Démarrage difficile

ARMAND DÉA CORRESPONDANT

La reprise des cours dans les écoles n'était pas effective dans l'Indénié-Djuablin hier lundi. Dans les différents établissements primaires publics que nous avons pu visiter, le personnel administratif et les enseignants étaient pour la plupart à leur poste. Grands absents, les élèves. Ces derniers traînent encore les pieds, mis à part certains nouveaux admis en 6e qui, curieux de découvrir leur nouvel environnement, ont effectué le déplacement en assez grand nombre. Quant aux inscriptions dites physiques, là non plus, on ne se bouscule pas. Ce sont des rangs clairsemés de parents accompagnés de leur progéniture que l'on pouvait voir déambuler dans les bureaux des établissements scolaires. Qui, pour se renseigner sur les modalités ; qui, pour procéder à l'inscription de ses enfants. Dans les faits, l'heure est à l'enregistrement des dossiers des élèves désireux de s'inscrire. Notamment la fiche dite « quitus » matérialisant l'effectivité de l'inscription en ligne. Pour ce qui est des frais annexes, personne ne se hasarde à exiger quelque chose aux parents. L'annonce faite par le ministère sur ce processus qui devrait se faire en ligne semble refréner les ardeurs à ce niveau. Les enseignants que l'on a pu rencontrer dans les établissements ne sont tous logés à la même enseigne. Pour certains, notamment ceux du collège Nanan Boa Kouassi III, ex-collège moderne d'Abengourou, les professeurs ont reçu leurs emplois du temps et sont prêts pour servir. Ceux des autres établissements publics, les deux lycées, doivent patienter encore quelque temps. Mais partout, chacun espère que les cours vont débuter de façon pratique dans les plus brefs délais, si toutefois les parents jouent leur partition, à savoir inscrire leurs enfants et les amener à se rendre en classe. Dans le Gontougo et le Bounkani, le même statu quo prévaut. Les acteurs du secteur espèrent que cet attentisme ne durera pas longtemps. **AD**

KORHOGO : Une rentrée scolaire paisible

SORO JEAN PAUL CORRESPONDANT

77.000 écoliers du primaire et 70.000 élèves du secondaire ont pris d'assaut les établissements scolaires, primaires et secondaires de la direction régionale de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle du Poro. L'école a rouvert ses portes dans une atmosphère paisible le lundi 9 septembre. Ici, l'on apercevait de longues files d'élèves pour l'inscription en ligne. Là-bas, c'était des parents assis dans les bureaux des éducateurs venus s'enquérir de la réaffectation de leurs enfants ou pour une réclamation.Si dans certaines écoles, les cours ont repris timidement, ce n'est pas le cas partout. « J'ai accompagné mon fils dans son école ce matin. Il est entré en classe et déjà, certains de ses professeurs se sont présentés », se réjouie Yéo Aminata, une mère de famille. L'on a pu constater, également, la tenue de réunions de rentrée dans certaines écoles. Pourquoi ce retard pour l'inscription en ligne ? Interrogés, des parents disent n'avoir pas eu l'information. C'est le cas de Traoré Mamourou : « Je ne le savais pas. C'est en arrivant ce matin dans l'école de ma fille, qu'on m'a réclamé le reçu de l'inscription en ligne. Et les éducateurs m'ont dit que l'information a été largement diffusée par le ministère de l'Education nationale. Je demande qu'on proroge l'opération afin qu'on puisse inscrire nos enfants », a-t-il plaidé. **SJP**

CREATION D'UNE FILIERE ECONOMIQUE DU SPORT EN COTE D'IVOIRE

Le ministre Félix Anoblé au contact du modèle français

Professionnaliser le secteur du sport en Côte d'Ivoire. C'est l'objectif de la mission que le ministre de la Promotion des Petites et moyennes entreprises (PME), Félix Anoblé, a conduite du 27 au 30 août 2019 à Paris, en France. Cette mission lui a permis d'étudier l'opportunité de la création dans le pays d'une filière économique et sociale du sport portée par les PME. A l'occasion, le ministre Anoblé s'est imprégné des modèles déjà constitués de filière économique du sport en France, des expériences réussies dans leur mise en œuvre. Il a par ailleurs recherché des partenaires de référence pour la création de la filière ivoirienne en collaboration avec le ministère des Sports.

Accompagné du directeur de l'Ingénierie et de l'Entreprise et de Maxime Zeller, de la société Winwin Afrique, qui a reçu un mandat de 3 ans, pour accompagner le ministère de la Promotion des PME dans le développement de la filière économique et sociale du sport en Côte d'Ivoire, Félix Anoblé est allé au contact du modèle français à travers une série de rencontres avec des structures publiques et privées notamment Union Sport et Cycle (faitière des entreprises de la filière du sport, des loisirs, du cycle et de la mobilité active), Le Tremplin (Incubateur des startups du Sport en France), la Direction Générale des Entreprises du Ministère de l'Economie et des Finances, le Medef International et Business France, structure chargée du développement international des entreprises françaises des investissements internationaux en France et de la promotion économique de la France.

La mission a permis à Anoblé d'étudier l'opportunité de la création d'une filière économique du sport en Côte d'Ivoire. (Ph. DR)

Le poids économique du sport en France, le rôle de la filière de l'économie du sport et son évolution à court terme, les objectifs et les missions de l'incubateur des startups du sport, ses autres relations avec les acteurs de la Filière, la structuration de la filière, le rôle de la direction générale des Entreprises et des principaux acteurs, les critères mesurant l'impact de la filière économique du sport, la place et l'action du MEDEF dans l'économie et les métiers du sport, l'interaction entre le MEDEF et la Filière économique du sport… sont autant d'informations que le ministre des PME a recueillies lors de cette mission. A l'en croire, celle-ci boostera le processus de développement de cette filière en Côte d'Ivoire.

YK

JOURNÉES D'ORIENTATION DU BACHELIER (JOB)

Une plateforme d'information mise en place

ZANA COULIBALY

L'orientation du bachelier revêt une importance capitale. C'est ce qui justifie la création des Journées d'orientation du bachelier (JOB). Ouverte jeudi dernier à l'université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, la 10ème édition des JOB a refermé ses portes samedi dernier. Pendant trois jours, les nouveaux bacheliers ont bénéficié d'encadrement afin d'opérer le meilleur choix pour leur formation. Dion Simplice, directeur adjoint du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a indiqué à la clôture qu'il s'agit de faire en sorte que chaque candidat soit informé sur les offres de formation en vigueur dans les institutions d'enseignement supérieur. Il a rappelé que les JOB 2019, en plus d'aider les bacheliers à faire un bon choix, visent à sensibiliser sur la nécessité de préserver un climat de paix sur les espaces universitaires. « Face aux incertitudes incertaines grandissantes liées au climat social toujours tendu, il est indispensable que des actions soient menées en vue de rassurer la communauté universitaire », a-t-il déclaré. Simplice Dion a ensuite expliqué qu'à travers les JOB, le ministère entend aussi poursuivre les actions déjà initiées pour faire de la paix en milieu universitaire un processus viable afin d'exhorter les acteurs à privilégier le dialogue dans la gestion des conflits. Les JOB, selon le directeur de cabinet adjoint, sont une plateforme par excellence d'échange qui rassemblent à chaque édition les acteurs de l'enseignement supérieur. Il s'est félicité de la participation cette année des structures d'enseignement supérieur hors tutelle. **ZC**

Simplice Dion invite à la préservation d'un climat de paix dans les espaces universitaires

COOPÉRATION IVOIRO-BURKINABÉ

Sidi Touré reçoit son homologue du Faso

Le ministre ivoirien de la Communication et des Médias a reçu son homologue du pays des hommes intègres dans le cadre de la coopération sous-régionale. C'est accompagné d'une délégation que Rémis Fulgance Dandjinou, ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, par ailleurs porte-parole du gouvernement de la République sœur du Burkina Faso, a été reçu par son homologue ivoirien Sidi Tiémoko Touré, dans la matinée du lundi 9 septembre 2019, à son cabinet sis au Plateau.

Il y a eu un long tête-à-tête entre les deux hommes avant la rencontre ouverte aux collaborateurs et aux médias au cours de laquelle Rémis Fulgance Dandjinou annonce être venu présenter les Universités Africaines de la Communication de Ouagadougou (UACO).

Une onzième (11ème) édition de cette plateforme de rencontres et d'échanges d'intellectuels et de personnes averties sur les enjeux liés à la communication sur le continent africain dont la Côte d'Ivoire est le pays à l'honneur cette année. « Nous avons ce devoir de vérité et de transparence dans la présentation de l'information sur continent africain » a déclaré le ministre burkinabé avant de poursuivre : « Qu'il nous incombe de construire une autre image de l'Afrique dans un contexte mondial tel qu'il se présente aujourd'hui ».

Les deux ministres ont eu une rencontre fructueuse.

Pour Sidi Tiémoko Touré, cette visite est « l'expression de la fraternité qui unie nos deux (2) pays », mais surtout « la matérialisation de notre entrevue lors du dernier Traité d'Amitié et de Coopération (TAC-8) qui s'est tenu à Ouagadougou au mois de Juin dernier ». Répondant à l'invitation de son homologue du Faso, le ministre de la Communication et des Médias a indiqué que « la Côte d'Ivoire ne peut que se réjouir de cette belle initiative et être solidaire de la tenue de cette activité car les opinions se construisent sur la base des informations produites par les médias et autres supports associés ».

Les Universités Africaines de la Communication de Ouagadougou (UACO) se tiendront du 26 au 28 novembre 2019 sous le thème : « Communication et Géopolitique : Construire une autre image de l'Afrique » dans la capitale burkinabé avec une forte représentation de la Côte d'Ivoire.

Sercom

YAMOUSSOUKRO

L'Ong Femme Lumière Vie enseigne les chrétiennes bambaraphones

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Adama Coulibaly s'engage à perpétuer l'excellence

SOGONA SIDIBÉ

« Je ne prends pas les rênes d'une administration qui m'est inconnue. Je suis donc heureux de pouvoir compter sur votre solidarité pour nous permettre de perpétuer la tradition d'excellence et de performance qui a toujours caractérisé notre département ministériel. » En recevant, hier, les dossiers des mains de son prédécesseur, le nouveau ministre de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly s'est engagé à poursuivre les actions entreprises et les chantiers engagés pour une meilleure politique économique et financière. C'est pourquoi, il a annoncé une rencontre « dans les prochains jours » avec les responsables des directions générales du ministère et des services rattachés dans la perspective du relèvement des défis. Nommé à la faveur du remaniement ministériel du 4 septembre 2019, Adama Coulibaly connaît et maîtrise bien de dossiers de ce département ministériel pour avoir été directeur de cabinet du ministre sortant, Adama Koné. Pour sa part, appelé à servir le président de la République, en tant que conseiller en charge de l'économie et des finances et administrateur de la BAD, Adama Koné a félicité le nouveau ministre pour sa nomination. « Votre qualité professionnelle et managériale ont permis d'obtenir des résultats tangibles et de maintenir la cohésion de l'ensemble du personnel. Votre promotion ne me surprend nullement, elle vient confirmer votre sérieux et votre dévouement à la tâche », a-t-il salué. Faisant un point de sa gestion ministérielle, Adama Koné a indiqué que dans le cadre du PND 2016-2020, de nombreuses ressources importantes ont été mobilisées pour soutenir de grands projets structurants tout en veillant à l'optimisation de la dépense publique. « Dans ce cadre deux Euros bond ont été lancés avec succès. (…) Malgré un contexte économique difficile en 2017, la Côte d'Ivoire a conservé sa croissance de 7,7%. S'agissant des réformes économiques et financiers, les efforts consentis ont permis la promotion et le développement du crédit bail, l'opérationnalisation de l'observatoire de la qualité et du service financier… tous ces efforts ont permis de hisser la Côte d'Ivoire au rang des 10 pays réformateurs selon le rapport Doing business », a-t-il noté.

Adama Coulibaly s'est engagé dans la conitinuité

SS

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL/ ADJOUMANI :

"Nous allons nous mettre au service des paysans"

Kobenan Kouassi Adjoumani a reçu, hier, les charges du ministère de l'Agriculture et du développement rural, dont il a les commandes depuis le 4 septembre dernier. Les recevant, il s'est engagé à travailler pour servir les producteurs. « Notre devoir est de réussir, nous avons un objectif bien précis. Nous devons nous mettre au service de tous les paysans de Côte d'Ivoire, afin de leur permettre de connaître un lendemain meilleur. Nous allons y travailler pour y arriver, j'en suis persuadé, parce que nous en avons la volonté », a-t-il indiqué. Aussi a-t-il assuré de poursuivre les actions de son prédécesseur dans ce sens et d'inscrire son action dans la vision du président de la République, pour le développement de l'agriculture ivoirienne. « Vous avez piloté de grands projets afin de rendre notre agriculture encore plus moderne et plus performante. L'administration étant une continuité, nous allons poursuivre ce travail, en espérant bénéficier du soutien et de la précieuse collaboration de tous les acteurs car notre agriculture doit absolument continuer d'occuper la place de choix qui est la sienne », a-t-il précisé. Pour y parvenir, le nouveau ministre dit compter sur la disponibilité de tous les agents de la grande famille du ministère. « Car, c'est ensemble, dans un esprit d'équipe et de collaboration franche que nous allons travailler afin de toujours maintenir haut le niveau de l'agriculture dans la création de la richesse du pays », a-t-il fait savoir. Nommé, pour sa part, ministre de la Riziculture, Gaoussou Touré s'est dit fier et heureux de conduire ce département. « Quand j'ai été nommé, plusieurs journalistes et des Ivoiriens se sont demandé pourquoi un ministère en charge du riz. C'est un ministère important et je suis fier d'avoir été choisi par le président pour conduire ce département », a-t-il expliqué. A l'en croire, la Côte d'Ivoire est en train de tout mettre en œuvre pour se positionner et devenir un pays exportateur de riz. Quant au ministre sortant, Mamadou Sangafowa Coulibaly, il a insisté sur la poursuite de plusieurs chantiers importants pour le développement de l'agriculture. Notamment la mise en œuvre du programme national d'investissement agricole (Pnia), la bourse des produits agricoles, l'organisation du Sara 2019, l'agropole, etc. Il s'est dit disposé à donner un coup de main à la nouvelle équipe pour l'avancement de ces projets.

Les ministres Adjoumani et Touré ont reçu leurs charges des mains de Sangafowa Coulibaly

SS

RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Les actions majeures depuis 2011

YVES KALOU

« Je transmets mes charges le cœur dégagé ». Ces propos du ministre Adjoumani Kobenan, hier au Plateau, à la passation des charges entre lui et Dosso Moussa, le nouveau titulaire du portefeuille des Ressources animales et halieutiques, lèvent un coin de voile sur l'ampleur du travail qu'il a accompli à la tête de ce département ministériel. En effet, a-t-il révélé, les différents programmes ont été conduits avec efficacité et les résultats sont satisfaisants. Ainsi en aviculture moderne, en 2011, la production de viande de volaille qui était de 18 000 tonnes soit 0,90 kg par habitant et par an est passée, en 2018, à 56 000 tonnes soit 2,2 kg par habitant et par an. En ce qui concerne les œufs de consommation sur la même période, la Côte d'Ivoire est passée de 36 œufs par habitant et par an à 67 œufs par habitant et par an. Aujourd'hui, la production nationale en œufs couvre les besoins des populations. Concernant la filière porcine, les actions menées ont permis de faire passer la production nationale porcine de 8 000 tonnes en 2011 à 11 000 tonnes en 2018. Soit une augmentation d'environ 40%, malgré la survenue des différentes crises de pestes porcines africaines. S'agissant de la filière bétail-viande, en 2011, les stations d'élevage étaient dépeuplées et les infrastructures détruites en raison de la crise. Mais avec l'appui du Président de la République Alassane Ouattara et du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, la Côte d'Ivoire est passée de 600 bovins en 2011 à 1 505 aujourd'hui, soit une augmentation de 150% et de 500 ovins en 2011 à 1 288, soit une augmentation de 160% pour les ovins. « S'il est un domaine dont nous sommes fiers en raison des résultats enregistrés au cours de ces dernières années, c'est bien celui de la pêche et de l'aquaculture », a indiqué le ministre Adjoumani. Ainsi, grâce aux mesures prises par le gouvernement, la pêche artisanale et industrielle connaissent un regain d'activité. La quantité de poissons pêchés qui était de 52 500 tonnes en 2011, est passée en 2018 à 110 000 tonnes, soit une augmentation d'environ 110%. En outre, avec la réhabilitation des stations d'alevinage, les pisciculteurs disposent désormais d'alevins de qualité.

Au sujet de la santé animale, le pays est doté d'un réseau d'épidémiosurveillance qui a permis de faire face à des situations de crises sanitaires avec à l'appui des partenaires techniques et financiers dont l'UEMOA, l'UE, la BAD, l'USAID, le PNUD et la FAO. « Le pays ne connaît plus de foyer de grippe aviaire depuis 2016 et le foyer actuel PPA est sous contrôle », a rassuré Adjoumani Kobenan.

Avant la signature du procès verbal de la cérémonie de passation de charges, Moussa Dosso a félicité le nouveau ministre de l'Agriculture pour l'important travail accompli. **YK**

La passation de charges s'est déroulée dans une belle ambiance. (Ph. DR)

EN 1 CLIN D'OEIL

TÉLÉPHONIE MOBILE

Le Dg MTN-Côte d'Ivoire a démissionné

Freddy Tchala, directeur général de MTN-Côte d'Ivoire, a annoncé, hier sa démission, rapporte un communiqué transmis à l'AIP. Selonle communiqué, il quittera son poste le 30 septembre après quatre années passées à la tête de la société. Cette décision est motivée par des raisons personnelles.